

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue du Porton n. 237.

MONSIEUR ET PATRIOTE

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 piastres par mois.

LE PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi et le dimanche de fête excepté. On s'abonne au bureau du PATRIOTE, ou on reçoit les annonces, lettres et avis, depuis 10 h. du matin jusqu'à 4 h. du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés par la poste.

ALMANACH FRANÇAIS.

Mercredi 10—Passage du Pont de Lodi, (Italie), par le général Bonaparte (1800).

LE BUREAU ET L'IMPRIMERIE du Patriote Français sont transportés, à dater du 1^{er} mai, RUE DU PORTON, No. 237.

MONTÉVIDEO.

A nos compatriotes.

Pour donner plus de clarté aux observations que nous avons présentées sur le conseil d'administration, pour ne laisser de doute à personne sur nos intentions, nous éprouvons le besoin d'entrer dans quelques explications sincères.

Nous ignorons que le conseil d'administration fut formé; tel qu'il est constitué, il suffit à tout. Les personnes honorables qui le composent s'occupent avec activité et sans relâche de l'intérêt de la Légion des Volontaires Français. Nous sommes persuadés que leur conscience est si garantie plus que suffisante, et que l'opinion publique sanctionnera leur dévouement et leur abnégation.

L'homme loyal et désintéressé, qui a nommé ce conseil, a, dans notre conviction, rendu un véritable service en le créant; il l'a fait que nous émettions avait été par lui prévu et exécuté sur des bases solides et inébranlables. Tous l'en remercieront.

La sobriété de notre langage a donné lieu à quelques suppositions tout à fait gratuites. La seule raison qui a dicté nos paroles, c'est que nous ne voulons offenser la modestie de personne, et qu'on peut toujours s'estimer sans se flatter.

Un dernier mot. — Lorsque nous avons dit que le Patriote ne serait jamais l'organe d'incés

FRUILLTON.

LES ENDORMEURS. (Suite.)

Le troisième, est-il dit dans son arrêt de condamnation étant accompagné de deux quidams, sous le faux prétexte d'avoir trouvé un écu de trois livres qu'il ramassa rue Dauphine, en présence d'un homme âgé de soixante-douze ans, engagea ce vieillard à entrer dans un cabaret. Là, feignant de mettre du sucre dans les verres, il mit dans celui de cet homme une poudre qui lui causa un sommeil de plus de vingt-quatre heures, pendant la durée duquel rien ne fut plus facile à l'endormeur que de lui prendre sa tabatière, sa montre et son argent. Quand il l'eut ainsi dépouillé, il le fit monter de force dans un fiacre, à l'aide de ses acolytes, comme si c'était été un homme ivre, et demandèrent au cocher une adresse rapportée dans un quartier fort éloigné. Quand le cocher ouvrit sa portière, il trouva un homme tel-

qu'il-f-ançaise, nous n'avons fait aucune allusion à son nom, nous avons posé un principe général dont per-ohne ne niera la justice, et il est, nous le croyons, bien raisonnable pour nous d'accepter les conséquences. A. DELACOUR.

M. LE VICE AMIRAL MASSIEU DE CLÉVAL, ET M. LE COMMODORE PURVIS.

M. le vice amiral Massieu de Clerval et M. le commodore Purvis, étant, comme chefs des stations françaises et anglaises, la garantie vivante des intérêts de deux grandes nations sur les rives de la Plata, il nous semble utile d'établir entre eux, et si propos de leur conduite respective, un parallèle impartial et consciencieux.

Dans notre article relatif au commodore Purvis, nous avions considéré ses actes dans les rapports qu'ils pouvaient avoir avec la situation actuelle de la République Orientale; aujourd'hui nous considérons les deux chefs de station comme protecteurs obligés des intérêts respectifs de leur nationaux.

Lorsque le ministre plénipotentiaire de S. M. la reine de la Grande-Bretagne, M. Mandeville, vint de Buenos-Ayres à Montevideo pour la ratification du traité de commerce entre la République Orientale et l'Angleterre; lorsque, ce traité obtenu, il déclara au gouvernement oriental que l'intervention anglaise était problématique, après l'avoir assurée antérieurement comme positive; lorsqu'il donna à ses paroles, à ses promesses écrites, nous pourrions presque dire à ses engagements le démenti scandaleux que personne n'oubliera. — M. le commodore Purvis était depuis peu arrivé de Rio-Janeiro en route de Montevideo; il entendit les murmures des approbateurs qui accueillirent la conversion subite de M. Mandeville; il eut avec lui des entretiens fréquents, sans pouvoir obtenir de ce dernier aucune explication satisfaisante; dès ce moment M. le commodore dut se prévaloir avant tout des intérêts anglais.

Il prit de mouvement, qu'il la crut morte, et alla faire sa déclaration. Le vieillard en revint, mais ce fut après avoir été pendant plus d'un mois, en proie à un affreux délire. Quand justice fut faite, il souffrait encore de vives douleurs et de grandes faiblesses d'effort.

La femme de la rue de Seine n'en mourut pas non plus, quoiqu'elle eût éprouvé un traitement encore plus atroce. Les deux auteurs du crime en firent eux-mêmes l'aveu après avoir entendu leur condamnation. Avant de sortir de chez elle, ils s'étaient efforcés de l'étouffer en la foulant aux pieds. Tout son corps était couvert de meurtrissures. La croyant morte, ils lui avaient brisé les pieds au feu de la cheminée, afin que l'on crût qu'elle y était tombée dans l'ivresse.

On attribua dans le temps l'incroyable persistance de narcotique qu'employaient ces misérables à une herbe dont ils avaient découvert les prodigieux effets. Voici, en outre, quelques-uns de leurs stratagèmes consignés dans la procédure.

Un jour il arriva à l'un d'eux de valoir, pour ainsi

Quand M. de Clerval se présenta au rue de Montevideo, il y arrivait sans y être invité par notre consul, il y arrivait, sans avoir reçu de renseignements exacts sur l'état de choses; cette capitale, qu'on lui avait annoncée de loin comme étant aux abois, dût lui paraître fort encore; il attendit les événements; il se remferma dans un silence prudent, jusqu'à ce que le cri de détresse des résidents français arrivât jusqu'à lui.

Les résidents anglais prirent l'initiative; ils adressèrent à M. Purvis et Mandeville un exposé vrai de leur situation commerciale; M. Mandeville n'y répondit pas; le commodore le prit en sérieuse considération; et quand on menaçait Montevideo d'un blocus, quand la déclaration de ce blocus fut signifiée, il affirma qu'il ne l'accepterait pas, et ensuite qu'il ne l'avait pas accepté.

Les résidents français firent plus lents et plus circonspects; une députation se rendit plus tard à bord de la Gloire, lorsque la déclaration de blocus était près de recevoir son effet; M. Massieu de Clerval accueillit cordialement les députés, mais il leur affirma que le blocus était déjà reconnu, et leur exprima le regret profond de ne pouvoir offrir aux Français qu'un asile à bord de ses navires, dans le cas où le gouvernement oriental publierait le décret dont il a été tant parlé.

La conduite opposée des deux commandants de stations produisit et devait produire deux résultats différents.

Les résidents anglais, certains que M. Purvis n'avait pas accepté le blocus, se trouvaient, par cela seul, garantis contre le décret qui aurait condamné à un exil momentané toutes les bouches inutiles. Ils restèrent donc tranquilles, parce qu'ils n'avaient rien à craindre.

Les résidents français, persuadés d'après les paroles du vice-amiral, que le blocus était reconnu, menacés d'un départ forcé de cette ville, avec la seule perspective d'un asile offert sur cinq navires de guerre à 25,000 Français, s'armèrent pour avoir le droit de veiller eux-mêmes sur leurs intérêts et de les protéger. Leur

dire, jouer avec le crime, en endormant dans le quartier Saint-François le grand nombre d'individus dont il laissait la désignation au hasard. Le seigneur de Saint-Eustache tenait alors les débauches de tabac. Il en envoya chercher chez celui-ci deux livres qu'il renvoya ensuite, sous le prétexte qu'il en voulait de plus fins, mais après y avoir mêlé de sa poudre empoisonnée. Comme plusieurs personnes achetèrent de ce tabac empoisonné, et qu'elles se plaignirent hautement d'en être très-incommodées, la femme fut arrêtée; il ne tarda pas, il est vrai, à obtenir son élargissement, car il jouissait dans tout le quartier d'une si bonne réputation, qu'il n'était personne qui ne se fût offert à lui servir de caution. On ne sut à quel attribuer l'espèce de sommeil épidémique qui se répandit dans quelques maisons avoisinant Saint-Eustache, quoiqu'en même temps les endormeurs furent découverts. Un autre de ces empoisonneurs ayant reconnu sur le Pont Royal un porteur d'argent, lui demanda s'il n'appartenait pas à un banquier qu'il connaissait et qu'il lui nomma; Le porteur répondit que non — C'est tout dit, rappe-

conduite était aussi logique que celle des sujets de N. M. Britannique; mais il advint que M. Massieu ne reconnut pas ce blocus qu'il disait avoir accepté. Ses premières paroles avaient provoqué l'armement, l'avaient rendu rationnel; et, quand nous étions compromis, il essayait de détruire, par une contradiction, la grande et sérieuse cause de notre armement.

L'arrêt enfin la fameuse circulaire du général Oribe.

M. le commodore Purvis entretenait alors avec Oribe une correspondance que nous avons mise sous les yeux de nos lecteurs; comme le général de l'armée argentine hésitait à rétracter ses inconcevables menaces, M. Purvis garda Brown à vue sous le feu de ses batteries, regardant sa flotille comme garantie de la rétractation qu'il exigeait. Au résumé il l'obtint.

M. Massieu de Clerval, qui, par sa conduite dans l'affaire du blocus, était cause de notre armement, au lieu d'exiger d'Oribe la rétractation de ses menaces qui pesaient sur nous plus que sur les autres étrangers, signa avec M. Pichon la pièce qui nous dénationalise, selon M. le consul général. — Nous nous étions armés, après avoir prévenu M. l'amiral que la reconnaissance du blocus serait le signal de notre armement; M. l'amiral, ayant affirmé d'abord qu'il avait accepté le blocus, et le rejetant ensuite, devait garantir contre Oribe ceux là même qui s'étaient compromis par sa faute; il n'en a rien fait, et nous avons dû nécessairement redoubler d'énergie et de constance pour nous sauver malgré tout.

A nous tous, Français, il nous est arrivé une grande calamité, c'est d'avoir eu M. Pichon servant de pendant à M. Mandeville; nous avons de plus une douleur profonde et sincère, en voyant que M. Massieu de Clerval n'a pas agi comme M. le commodore Purvis. Il semble écrit que, sous le ministère Guizot, les intérêts de la France seront sacrifiés partout et toujours; les nôtres ne le seront pas. Ils sont aujourd'hui sous notre propre égide, car nous avons pris pour devise: "Aide-toi, et le ciel t'aidera."

Nous venons d'exposer franchement les contrastes qui distinguent les commandants des deux stations anglaise et française; ce n'est pas nous qu'on accusera de partialité pour M. le commodore Purvis, après l'article que nous avons publié dernièrement à propos de sa conduite considérée sous un autre point de vue. Mais, précisément à cause de l'estime que nous professons pour M. Massieu de Clerval, nous lui devons la vérité: il est assez onctueux pour l'entendre sans amoindrir, lorsqu'elle est

dite sans agreur. Nous connaissons l'histoire de M. le vice amiral Massieu de Clerval, nous n'avons pas oublié le blocus d'Alger en 1840. M. Massieu le dirigea avec fermeté, avec talent; et, pour finir par un trait à l'adresse de M. Mackau, ce blocus fut l'avant-courreur d'une glorieuse conquête, et non pas d'un inqualifiable traité.

Ad. DELACOUR.

ORDRE DU JOUR DU 9 MAI.

LEGION DES VOLONTAIRES FRANÇAIS.

Vendredi prochain, à 3 heures, aura lieu l'inspection partielle des compagnies. Tous les individus qui ne se trouveront pas présents à cette inspection seront rayés des contrôles et perdront ainsi leurs exemptions, à la papalotte d'exemption de patente; ainsi qu'à participer à la récompense offerte par le gouvernement. Aucune exemption ne sera donnée par les capitaines, sous quelque prétexte que ce soit. Les honnêtes qui seront portés malades devront envoyer un certificat du médecin qui les soigne, et les capitaines auront soin d'avoir un état nominatif des hommes de service et de ceux qu'ils

TRÉBOUT.

PROJET DE LOI.

Art. 1. Le P. E. est autorisé à procéder à l'acquisition de 20 lieues carrées de terres labourables, destinées à fonder des villes sur trois points ou plus du littoral de la République, au choix du pouvoir exécutif.

Art. 2. Il est également autorisé à acquérir 40,000 têtes de bétail.

Art. 3. Les terres et animaux dont parlent les articles précédents, seront distribués à titre de récompense entre tous les étrangers qui ont pris ou qui prendront les armes pour la défense de la cause de la République, et qui appartiendront aux deux légions de Volontaires Français et Italiens.

Art. 4. Le pouvoir exécutif procédera dans le plus bref délai à la répartition sus-mentionnée, il prendra soin de donner dans cette opération la plus grande intervention possible à ceux qui ont droit aux récompenses, soit au moyen d'une commission par eux nommée, soit d'une manière convenue avec eux.

Art. 5. Que le présent projet soit communiqué au P. E.

Suarez, Vasquez, Pacheco y Obes, Muñoz.

LEGUASCO PROGETA.

Lehen Artikuloa.

Podore Exekutioneskoa autorizatua da harceza bere burua eta aquir gaitia, hongo lekuak bere lur laborantzako on dena, han establicetako hiriko, errepublikano hirur edo gehiagoko poudutan itasaten aldiria.

Bigarren Artikuloa.

Da Orihat nuntz estatu podore bere harceza, aquis gaitia; hongo eta horta mila cabala.

Hirugarren Artikuloa.

Erran lurra eta cabalac iganen dira bantitune errecompens gaitia, Frances eta Italiano, bere borondites errepublikano defendatzeen, harmae ha-tan edo hartuco di-utun gaitien.

Laugarren Artikuloa.

P. dore exekutioneskoa harce laborantzako eguten du erran partitua; iganen-lur eta operation har-tan har aquir errecompensian dretchi dateneta ic abalac gaitien. edo h-ree icentituzien conitione baten mēdian, edo hequir conitione con manera bates.

Bostgarren Artikuloa.

Present en projet h n igra daita comunicatua Podore ex nuntzari.

Suarez, Vasquez, Pacheco y Obes, Muñoz.

N. OUVRIER DU SOIN.

La commission de la chambre des députés chargée d'insérer sur le décret proposé pour les légions française et italienne, a décidé qu'il leur fut destiné VINGT LIEUES carrées de terrain labourable et QUARANTE MILLE TÊTES de bétail.

L'endormeur, j'ai coutume de me servir de porteur d'argent de mon ami; mais vous me paraissiez un bon garçon, et, ma foi, j'aime mieux que vous gagniez qu'en outre le prix de la commission que j'ai à faire. Je vais d'abord vous accompagner jusqu'à l'endroit où vous allez. — Tout en cheminant et en causant de la sorte, il eut une prise de tabac au porteur d'argent qui l'aspira sans défiance. Cependant celui-ci se sentit bientôt et tint de vertiges, ses jambes chancelèrent, et il était sur le point de perdre connaissance, quand celui qui l'accompagnait le fit entrer dans un cabaret, car c'était souvent le siège de leurs opérations. L'impudent coquin, s'adressant au maître du lieu, lui dit qu'il venait heureusement de rencontrer son porteur dans l'état où il le voyait, et lui donna une pièce d'argent, on le priant de permettre qu'il achetât du caver son vin dans un coin de sa salle. Après cela, il envoya le gargon lui chercher un fiacre dans lequel il monta, sans oublier la sacoche du porteur d'argent, qui, à près avoir été long-temps malade, ne put retrouver aucune trace de son voleur, ne comprenant pas même comment l'indisposition dont il avait tant souffert lui était parvenue.

Les tabatières jouent un grand rôle dans les exploits des endormeurs; et l'on conçoit, en voyant la manière dont ils opèrent, combien il était difficile de les prendre en flagrant délit. L'un d'eux se servit de sa tabatière

de d'une manière aussi singulièrement hardie, pour commettre un vol. Se trouvant au milieu d'une foule, il s'écria qu'on venait de lui voler sa boîte d'or. Il désigna comme étant le voleur un homme assez mal mis qui se trouvait devant lui. L'accusé, furieux, protesta de son innocence; mais comme l'accusateur persistait dans ses insinuations, la garde vint au bruit et les conduisit tous les deux chez le commissaire.

— Je suis sûr qu'il m'a pris ma boîte, répétait l'accusateur; fouillez cet homme et vous la trouverez; j'en puis d'ailleurs donner la désignation. Elle est en or, ovale, le dessus du couvercle est orné de trophées, et elle est aux trois quarts pleine d'excellent macabba.

On ne trouva rien dans les poches du voleur présumé, mais enfin on découvrit dans une petite poche pratiquée sous la basque de son habit la boîte du plaignant telle qu'il l'avait désignée. A peine il l'eut entre les mains qu'il se mit en devoir de prouver au commissaire qu'il ne lui en avait pas imposé, même sur la qualité du tabac. Le commissaire en saoura une prise, son clerc en fit autant, et le caporal du guet, les trois seules personnes qui fussent présentes, en accepta aussi une prise qui lui fut offerte: de sorte que le commissaire, son clerc et le caporal du guet s'endormirent avant qu'on eût le temps de verbaliser. Alors les deux complices qui avaient si bien joué leur rôle firent main basse sur tout

ce qui appartenait au commissaire et à son clerc, sans même négliger dix-huit livres qu'ils trouvèrent dans la gousset du caporal du guet. L'affaire faite, ils descendirent fort tranquillement l'escalier du commissaire et ils sortirent de la maison sans que personne songât à les inquiéter. Au bout d'une heure seulement, les soldats du guet qui attendaient dans la rue, étonnés de ne pas voir leur caporal, prièrent le portier de monter pour lui dire que l'heure de l'appel allait sonner. Le portier faillit tomber de surprise à la renverse quand il vit les trois hommes endormis et tout en désordre dans le bureau et dans l'appartement du commissaire.

Les journaux judiciaires rapportent journellement de crimes égaux à ceux des endormeurs, des crimes où d'ingénieuses combinaisons se joignent à la scélératesse; ils rapportent aussi les trop justes châtimens infligés aux criminels; mais ils ne disent jamais quel est ce tel genre de crime ait été extirpé de la société. Il n'en fut pas de même à l'égard des endormeurs: le châtimement qui les frappa entraîna avec eux leur exécrable industrie, dont l'exercice ne dura que trois mois. A quoi tient cette différence? Viendrait-elle par hasard de ce qu'autrefois la police était mieux faite qu'aujourd'hui, ou tout au moins plus exclusivement dirigée dans l'intérêt de la sécurité publique? C'est une question; y répondra qui voudra!

P. D'ANCIEN. — (La France.)

« A l'âge des plus célèbres généraux ont presque tous acquis leur grande renommée. Moncey n'a pu le faire pour la même raison.

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

de se rendre digne de l'honneur au premier rang. Mais l'ancien régime s'élève et se dresse contre lui, il le condamne à l'exil dans un pays de honte et de mort. Malgré ses trois années d'honorables services. Enfin la révolution permet que Moncey gagne un grade d'ancienneté. Tel est son rang à l'armée. Pyramides d'instaurer, lorsque l'Espagne est attaquée par la France.

Aux avant-postes de cette armée que je voudrais rendre vivante à vos yeux, avec ses héros, son héroïsme et ses misères, la haine a jeté deux hommes, deux seulement, qui, simples capitaines au début de la guerre, vont marcher de front et parvenir, l'un dans sa splendeur, l'autre dans sa gloire.

Le 1er, nous venons pour passer la foule, au milieu des sept cent mille combattants qui luttent sur nos frontières, ne trouvant d'appui que dans son épée, de relief qu'en sa vertu, de protéger qu'en ses victoires : c'est Moncey, que bientôt ses services feront chef de l'armée.

Le 2e, d'une telle naissance que la renommée l'honneur même avant qu'il ait combattu, si brave que son nom n'aurait révélé sa personne à qui eût connu son nom : c'est La Tour d'Auvergne, le descendant des Turpins, qui s'élève, en mourant premier grenadier des armées de la république, qu'on l'a distingué par ce titre, des généraux ses égaux.

Aujourd'hui que les enfants des flammes se précipitent en si grand nombre du service de la patrie, et se révoltent de songer que leur présence à l'armée, même en temps de paix, ne les mène pas sur le champ de plein droit aux grades les plus éminents, j'ai jugé qu'il était bon d'arrêter la pensée de tous sur cette gloire paternelle, héritage si modeste, mais si glorieux, qui surpasse à mon sens tous les emplacements de la faveur et tous les dons de la fortune.

(La suite au prochain numéro.)

AVIS.

Le sieur Eugène Dubus, se propose de former une compagnie avec l'assentiment du colonel. Les individus qui n'auront pas encore pris les armes dans d'autres compagnies et qui désireront faire partie de cette compagnie, n'auront qu'à se présenter dans sa demeure maison M. Lophin.

Son bureau sera ouvert le matin de 7 à 10 heures et le soir de 2 à 4
Eugène DUBUS.

AVIS AU PUBLIC.

M. Prélenc, traiteur, rue Saint-Louis n. 53, prévient les personnes qui voudront bien l'honneur de leur confiance qu'il continue comme auparavant à prendre des pensionnaires en ville, et qu'il fera de son mieux pour les contenter.

Nous avons l'honneur de prévenir le public que le nommé Étienne Lemaire, natif d'Oran (Basses-Pyrénées) est à Paris le 22 septembre 1842 ; n'est plus à notre service depuis le 20 mars pour nous le faire arrêter par la police à cause de sa conduite indigne, les objets qu'il nous avait volés, trouvés dans ses poches et ses effets, par lui-même ne lui sont aucunement rendus. Après l'avoir fait arrêter, ayant fait diverses recherches dans notre magasin, nous avons découvert de nouveaux vols de plusieurs pièces, argent, bijoux et vêtements pour effet à son usage, ou en cadeau. Le compte a été accepté par lui. Ces pièces ne sont pas les mêmes que nous avons à lui réclamer, car, après de nouvelles recherches, nous

manque une montre 16 lignes cadran émail, envette or mat ciselé, ouvrage représentant un bouquet de fleurs et relief, portant le n. 40 616, et de plus plusieurs bagues, or, roses et brillantes. Tous ces objets, si l'objet à enlever la vol, c'est pourquoi nous prions les personnes qui auraient reçu en cadeau ou acheté à ce jeune homme des marchandises ou de l'argent de notre maison, de vouloir bien nous donner des renseignements que la police ne manquerait pas de découvrir, cela dit pour la sûreté des personnes ignorant la source d'où pouvaient provenir les objets qu'elles auraient pu recevoir ou acheter.

Montevideo, le 2 mai 1842.

POTIER, E. LETURNEAU,
Tienda de la Ciudad de Paris,
Calle San-Francisco.

Il a été perdu le 6 mai un porte-cigares en paille contenant une papelette et un certificat d'exemption de service au nom de Théodore Gilbert Antoine. La personne qui l'a trouvé est priée de le remettre au Bureau de journal : il aura une récompense, s'il l'exige.

AVIS A MM. LES OFFICIERS.

A l'armurerie de Monet l'on vend des sabres avec ceinturon à 6 patcons.

AVIS.

M. Jean Passat Lucas est prié de passer chez M. M. Plans frères au n. 38, de la rue de la Harpe, pour leur dire qu'il est à leur service.

Les personnes faisant partie du Régiment des Volontaires Français sont priées de réclamer de leurs capitaines respectifs, leurs bulletins d'inscription, afin d'obtenir de Mr. le Chef de Police l'exemption de la patente extraordinaire imposée aux neutres.

2me. compagnie sédentaire.

Les Volontaires faisant partie de la dite compagnie, sont prévenus que M. Bocciardy, nommé capitaine en remplacement de M. Aubriot, démissionnaire distribuera dorénavant le reste des armes nécessaires à l'armement général de la compagnie dans son habitation connue sous la denomination des M. Cazos. Le vivres y seront également distribués de 9 à 11 heures.

AVIS DIVERS.

On trouvera à l'imprimerie du Patriote réunis dans une seule feuille la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Veillons au salut de l'Empire* et la *Parisienne*.

24me. compagnie dite de la COORDONNÉE
chez M. Rouillier. [Sénateur],
Tous les français voulant faire partie de cette compagnie, peuvent se présenter aujourd'hui jeudi et jours suivants chez M. Rouillier [Sénateur] au Café de la Cocarde où ils recevront des armes et des munitions.

AUX VOLONTAIRES FRANÇAIS.

Nous invitons les volontaires français qui voudront faire partie de la compagnie auxiliaire d'artillerie sous le commandement du capitaine Alazard, à se faire inscrire hors du marché, maison Estevès, près du Café de l'Union.

Aciso á los Elaboradores de Pan.

Los Rematadores del derecho impuesto por el Superior Gobierno á los Secos panaderos, hacen saber que D. Santiago Tobal ha cesado desde el 24 del corriente, en representación. En su consecuencia está exonerado de todo cargo en este ramo. Los Rematadores,
WEILL y Ca.

AVIS.

Aux amateurs des talents et des arts, intéressants M. Le Crestin s'engage d'imprimer aux amateurs la manœuvre de gagner beaucoup d'argent dans peu de temps.

1. Pour apprendre à faire la poudre à Canon et de chasse.
 2. Idem pour servir sur le métier avec facilité.
 3. Idem pour la poudre à fusil et pistolet.
 4. Idem pour faire la poudre de Jupiter tonnant.
 5. Idem pour faire le tir à la perfection.
 6. Idem pour se débarrasser avec de l'eau.
 7. Idem pour traverser le fer blanc.
 8. Idem pour traverser le fer ou acier.
 9. Idem pour traverser les métaux d'acier.
 10. Idem pour traverser le fer et l'acier.
 11. Idem pour traverser le fer.
 12. Idem pour faire les ardoises de Saturne.
 13. Idem pour chasser le vin rouge en blanc.
 14. Idem pour faire le marbre antique.
 15. Idem pour faire le marbre antique.
- Les personnes qui veulent bien l'honneur de leur confiance s'adresseront chez Le Crestin, au n. 38, de la rue de la Harpe, de 9 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir, etc., etc.

Bataillon des Volontaires Français.
Le Bureau d'Etat-major du Bataillon est installé rue St. Charles, maison Pernin à côté de la Police, en face le magasin du Patillon Français.

VOLONTAIRES FRANÇAIS.

DEUXIEME BATAILLON.

Voltigeurs.

M'étant déjà réuni à tant de cœurs dignes d'être français, j'ai rempli une liste de 1000 et je me suis de la voie du journal pour prévenir tous ceux qui ne seraient pas enrôlés jusqu'à ce jour de passer chez moi, rue Buena-Vista, maison Lima où ils trouveront des amis tous voués à la noble cause que nous défendons. Puisque c'est notre liberté !...

Le capitaine, DULAC

BATAILLON

De Volontaires Français.

1re COMPAGNIE DE VOLTIGEURS.

Le capitaine de la 1re compagnie de voltigeurs fait savoir à toutes les personnes inscrites dans sa compagnie et qui n'ont pas de fusil de vouloir bien passer chez M. Jérôme, Estaminet Français, rue des pêcheurs, où il leur sera déposé des fusils français.

Montevideo, 15 avril.

Le commandant de la compagnie
POYSFINJEAN

Le Citoyen Jb. REYNARD.

Imprimerie Oriental, dirigée par Jb. REYNARD.